

# LES 12 MILLIARDS DE GOOGLE EN IRLANDE

LE 31 OCTOBRE 2012 GUILLAUME DASQUIÉ

Le 28 septembre dernier, la société Google Ireland Limited – mystérieuse cagnotte de Google pour l'Europe – déposait son bilan de l'année 2011 au greffe de Dublin. Ses liasses, que nous publions, font apparaître 12 milliards d'euros de revenus, un pactole au cœur d'une procédure fiscale contre Google, soupçonné de fraude.



Selon *Le Canard Enchaîné* de ce mercredi 31 octobre, la **Direction générale des impôts réclame à Google** une ardoise de près d'1 milliard d'euros. En cause : quatre années d'activités commerciales durant lesquelles une large part du chiffre d'affaires généré en France aurait été transféré vers une fameuse filiale située à Dublin, Google Ireland Limited, sans être déclaré à l'administration fiscale.

Le rapport de 125 pages présentant le bilan comptable de Google Ireland Limited pour l'année 2011, que nous nous sommes procuré, donne la mesure de ce montage. **Le document** a été certifié par le cabinet Ernst & Young le 21 août 2012, et enregistré un mois plus tard, le 28 septembre, au greffe des autorités commerciales de Dublin.

Au total, pour l'exercice 2011, les comptes de Google Ireland Limited présentent une société qui atteint un chiffre d'affaires de 12,4 milliards d'euros, et un bénéfice brut de 9 milliards d'euros. Des chiffres vertigineux, à lire en prenant en considération deux réalités : d'une part, Google est devenu la première régie publicitaire de la planète – tout en demeurant, subsidiairement, un moteur de recherche. D'autre part, Google Ireland Limited, via quelques finesses comptables, recueille donc sur ses comptes en banque une large part des ventes de l'espace publicitaire commercialisé par Google en Europe, et notamment en France.

## Multimilliardaire

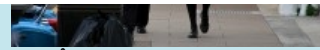
Sur place, à Dublin, les liens entre cette tirelire et les diverses succursales de Google s'organisent par l'entremise d'autres sociétés. En particulier la société Google Europe, également domiciliée en Irlande, et qui compte parmi ses dirigeants l'entreprise Google France et les diverses filiales européennes et africaines. Ainsi que le montre **un procès-verbal** de cette autre structure irlandaise.

Et grâce aux participations détenues dans une autre filiale de Google, située aux Îles Bermudes cette fois, une partie des dividendes rassemblés en Irlande s'envole ensuite vers ce paradis fiscal de l'Atlantique, comme nous l'avions **autrefois raconté**.



C'est l'ensemble de ces montages qui ont provoqué le courroux des fonctionnaires des impôts contre le groupe multimilliardaire. Après des vérifications demandées sur l'exercice 2008, achevant d'étayer leurs soupçons, les enquêteurs du fisc ont perquisitionné le 30 juin 2011 les bureaux parisiens de Google France, avenue de l'Opéra, rue de Londres, rue Louis-le-Grand, et rue de Clichy.

Pour la Direction nationale d'enquêtes fiscales (DNEF), la société Google Ireland Limited agit comme le véritable propriétaire et bénéficiaire de la succursale française, sur la base d'un contrat daté du 1er juillet 2004, mais sans rien dire au Trésor Public – la coquille irlandaise n'ayant pas pris soin de satisfaire aux obligations fiscales des sociétés étrangères déployant des activités en France, qui doivent se déclarer auprès d'un **service spécialisé des impôts**.



**LES ÎLES BERMUDES, LA  
PLANQUE À BILLETS DE  
GOOGLE**

-----  
**Nous avons recueilli les  
procès-verbaux des  
sociétés de Google en  
Irlande, utilisées pour  
expédier ses bénéfices vers  
...**

## Ritournelle

Une version qu'a contesté en justice Google France, dont le directeur général Jean-Marc Tassetto n'a pas répondu à nos sollicitations, tout comme Maria Gomri, responsable juridique pour la France ni Yoram Elkaïm, directeur juridique pour l'Europe.

En lieu et place d'éléments d'explication, la responsable de la communication de Google France, Anne-Gabrielle Dauba-Pantanacce, nous a adressé un email affirmant que *"Google se conforme aux législations fiscales de tous les pays dans lesquels l'entreprise opère"* et rajoutant *"nous sommes convaincus d'être en conformité avec la loi française"*.

Sauf que cette ritournelle de communicants a été balayée par la Cour d'appel de Paris, dans une ordonnance du 15 mai 2012, **mis en ligne par nos confrères de BFM TV**.



**LEX GOOGLE : ÉTAT DES  
LIEUX**

-----  
**Oh, les jolis sourires  
crispés ! Ce lundi 29  
octobre, François Hollande,  
accompagné des ministres  
Aurélie Filippetti ...**

Les magistrats ont confirmé la légalité de la perquisition et les présomptions de fraudes. Contactée par *Owni*, l'avocate de l'administration fiscale dans cette procédure, Me Dominique Hebrad a indiqué qu'à cette heure que *"les avocats de Google n'ont pas engagé de recours"* contre cette décision de justice. Supposant ainsi qu'ils en acceptaient les conclusions.

Lundi, les responsables de Google France accompagnés du grand patron, Eric Schmidt, rencontraient à l'Élysée François Hollande et la ministre déléguée de l'Économie numérique. Pour parler de la taxe Google. Mais aussi, selon *Le Canard Enchaîné*, pour discuter du redressement fiscal hors norme qui menace l'entreprise ; un sujet que les représentants de Google démentent avoir évoqué à cette occasion.

Pour la circonstance, l'équipe Google était accompagnée d'un grand commis de l'État discrètement converti au charme de l'industrie de la publicité en ligne. **Francis Donnat, maître des requêtes au Conseil d'État**, conseiller auprès de la Cour de justice des communautés européennes, a rejoint Google France au mois de septembre dernier en qualité de lobbyiste en chef.

Pour parler d'égal à égal, au nom de la firme, avec ses anciens condisciples de l'ENA (promotion Valmy) évoluant aujourd'hui à la Direction générale du Trésor ?

**Le bilan comptable de Google Ireland Limited pour l'exercice 2011 :**



5516730

**Google Ireland Limited**  
**Directors' Report and Financial Statements**  
**Year Ended 31 December 2011**



Le procès-verbal de la société irlandaise Google Europe :

**Annual Return**

Sections 125, 127, 128 Companies Act, 1963  
Section 7 Companies (Amendment) Act 1986  
Section 26 Electoral Act 1997  
Sections 43, 44 Companies (Amendment)(No 2) Act 1999  
(as amended by section 10 Companies (Amendment) Act 2009)  
Section 249A Companies Act 1990 (inserted by section  
107 Company Law Enforcement Act 2001)  
Companies Act 1990 (Form and Content of Documents  
Delivered to Registrar) Regulations 2002

AN OIFIG UM CHLÁRÚ CUIDEACHTAÍ  
COMPANIES REGISTRATION OFFICE



:RO receipt date stamp

5522460

Companies Acts, 1963 to 2009

Tick box if bond  
is attached   
*note eighteen*

Company Number  
4 7 9 1 0 9

**B1**

Please complete using black typescript or BOLD CAPITALS, referring to explanatory notes

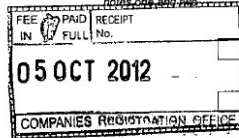
Company Name  
*in full*

GOOGLE EUROPE

Return made up to

Day Month Year  
3 0 0 9 2 0 1 2

If the return is made up to a date **earlier** than the company's  
existing Annual Return Date (ARD), one of the following  
boxes **must** be ticked.



The company wishes to RETAIN the anniversary of its existing ARD for next year.

The company wishes to CHANGE its ARD for next year to the anniversary of its  
made-up-to-date on this return.

Financial Year  
*note three*

From Day Month Year To Day Month Year  
0 1 0 1 2 0 1 1 3 1 1 2 2 0 1 1

Audit Exemption  
*note four*

Please tick the box if the company is claiming the exemption from audit in respect of  
the financial year covered by the accounts attached to this return. The company may  
**not** claim the audit exemption if it is late in filing this annual return or was late in filing  
its last annual return to which accounts were attached or if the company is a parent or  
subsidiary company or is a public company, including a guarantee company. *note four*

Auditor Registration  
Number  
*note twenty three*

A I 2 2 2 2 3 7

Auditor Registration Number (ARN): This is a unique number that is allocated to each  
individual auditor/firm of auditors by a Recognised Accountancy Body (RAB). The ARN for  
each registered auditor may be obtained by checking the Public Register of Auditors on the  
CRO website, [www.cro.ie](http://www.cro.ie) *note twenty three*

Presenter Details

Person to whom queries can be addressed Registered on [www.cro.ie](http://www.cro.ie)?  Yes  No

Name Matheson Ormsby Prentice  
Address 70 Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2, Ireland  
Presenter Email mop@mop.ie Reference Number 120378  
Telephone Number 01 232 2000 Fax Number 01 232 3333  
DX Number DX Exchange

Page 1

Scribd.

1 of 13

Illustration par Artamir [CC-by-nc-nd] modifiée avec son autorisation par Ophelia Noor pour Owni (-)

D.

le 1 novembre 2012 - 4:32 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*ils évitent en toute légalité ou quasiment de verser de l'argent à un état qui fait  
n'importe quoi avec (53% du PIB qui part en dépenses publiques)... ils ont raison, on ne  
sait faire que ça en France taxer.*

*puis, sinon on leur fait quoi. On interdit Google en France, on fait en sorte que Google  
boycotte l'hexagone, histoire de passer encore plus pour des imbéciles arriérés ?*

*autant pisser dans un violon, cela coûtera moins d'énergie*

VOUS AIMEZ 2

VOUS N'AIMEZ PAS 0

LUI RÉPONDRE

BLAZ

le 1 novembre 2012 - 12:36 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



qui fait n'importe quoi avec ? ça se discute ? m'enfin les écoles, la police et la justice, l'armée pour ne parler que des fonctions fondamentales ne se financent pas avec des cacahouètes.

Par ailleurs, dites vous bien, que ce milliard d'euros d'impôts non payé par Google, c'est un milliard d'euros que l'administration fiscale ira chercher dans nos poches.

Sur une base de 25 millions de contribuables en France, cela représente 40EUR par contribuable (1 milliard/25 millions).

Donc si vous voulez payer 40EUR en plus d'impôts pour que google continue à faire de l'évasion fiscale grand bien vous fasse, mais j'aurais tendance à préférer que chacun paye sa juste part.

Soit dit en passant, on pourra aussi s'étonner que Total ne paye que 1% d'impôts sur les sociétés quand le moindre commerce du coin de la rue en paye 20% au moins.

VOUS AIMEZ



5

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## GULT

le 1 novembre 2012 - 20:18 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Google est effectivement la partie émergée de de l'iceberg de l'évasion fiscale. Tous les (grands) groupes font pareil, mais à une échelle moindre. La taille de google rend les choses plus visibles, c'est tout. Cela s'appelle du dumping fiscal, c'est tout (le Luxembourg est également très fort à ce petit jeu).

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## WILNOCK

le 2 novembre 2012 - 5:06 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



En lisant l'article, j'ai l'impression que tout le point de pivot est la:  
"la coquille irlandaise n'ayant pas pris soin de satisfaire aux obligations fiscales des sociétés étrangères déployant des activités en France, qui doivent se déclarer auprès d'un service spécialisé des impôts."

Du coup, j'ai des questions:

- est-ce qu'il s'agit la d'une nouvelle démarche administrative qui a été mise en place récemment? ou est-ce que cela a toujours été une démarche nécessaire?
- bien sur, on se doute bien que apple, amazon, virgin, istock... et tout autres entreprises qui vendent des services dematerialise ont un schema fiscal similaire?
- Question Troll: est-ce envisageable de penser que le FISC français a été 'aider' pour trouver la faille de Google France? ou est-ce complètement absurde, car le FISC était tout a fait en mesure de trouver toute les informations qu'il voulait depuis les documents qu'il a.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## 18 pings

Google France : vers un redressement fiscal d'un milliard d'euros ? Montserrat Agence de Communication le 1 novembre 2012 - 1:13

[...] Ireland Limited. Selon le bilan comptable de cette filiale pour l'année 2011, qu'a obtenu Owni, le chiffre d'affaires s'est élevé à 12,4 milliards d'euros sur la [...]

Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies. | TechCrunch le 2 novembre 2012 - 0:36

[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]

Houston Outsource: Get Tech News Now! Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies. | Houston Outsource: Get Tech News Now! le 2 novembre 2012 - 0:40

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies. | Shorewood News le 2 novembre 2012 - 0:46

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies. « Mr Gee le 2 novembre 2012 - 0:56

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies. | Albertville News | Albertville Local News le 2 novembre 2012 - 0:56

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies. | Krantenkoppen Tech le 2 novembre 2012 - 1:11

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies. | Coon Rapids News | Coon Rapids Local News le 2 novembre 2012 - 1:12

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies. » Tech Blog le 2 novembre 2012 - 1:43

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

Houston Outsource: Get Tech News Now! Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies The Accusation. | Houston Outsource: Get Tech News Now! le 2 novembre 2012 - 2:00

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

Wordpress Themes » Blog Archive » Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies The Accusation. le 2 novembre 2012 - 2:32

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies The Accusation. | AkimoLux.com le 2 novembre 2012 - 2:48

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst Young, in [...]*

Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies The Accusation. | Crowdfunding News le 2 novembre 2012 - 2:56

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies The Accusation. | Hosting In le 2 novembre 2012 - 4:22

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

Google France Faces Fine Of \$1.3 Billion For Tax Noncompliance. Google Denies The Accusation. | blog seo tips and tricks le 5 novembre 2012 - 2:36

*[...] to Google's European headquarters in Ireland where the corporate tax is only 12.5 percent. French news website Owni obtained Google Ireland's 125-page financial statements for 2011, certified by Ernst & [...]*

A lire ailleurs du 26 octobre au 8 novembre 2012 « InternetActu.net le 8 novembre 2012 - 20:19

*[...] Apple ne fait pas exception à l'optimisation fiscale de ses revenus. Comme Google – <http://owni.fr/2012/10/31/12-milliards-google-irlande-fisc-redressement/> – Apple n'a payé que très peu d'impôts en France : 7 [...]*

Dutch Sandwich with a side of tax relief may soon be off Google's menuQuick iPhone Apps | Quick iPhone Apps le 14 novembre 2012 - 2:14

*[...] paid \$5.4 billion in royalties to Google Ireland Holdings. (French investigative news site OWNI.fr published Google Ireland Limited's 2011 annual report and its Irish Registration Office documents earlier [...]*

Google et sa Linkwheel fiscale, mise à jour du Pagebank le 18 novembre 2012 - 15:37

*[...] Les 12 milliards de Google en Irlande, Owni, octobre 2012 [...]*